



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
16 mars 2012
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Soixante-septième session
Point 18 de la liste préliminaire*
Les technologies de l'information
et de la communication au service du développement

Conseil économique et social
Session de fond de 2012
New York
Point 13 b) de l'ordre du jour provisoire**
Questions relatives à l'économie et à l'environnement:
Science et technique au service du développement

Rapport du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet

Résumé

Le présent rapport a été établi au nom du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet par son président, en application de la résolution 2010/2 du Conseil économique et social et de la résolution A/RES/65/141 de l'Assemblée générale. Tout en tenant compte des résultats des deux premières réunions du Groupe de travail au début de 2011, le Président rend compte brièvement de la mise en place et des résultats de ses trois réunions tenues à la fin de 2011 et au début de 2012, dans le cadre de la résolution 2011/16 prorogeant le mandat du Groupe de travail, qui n'avait pas été en mesure d'achever sa tâche compte tenu de la complexité et du caractère politiquement sensible du sujet. Durant ses trois dernières réunions, le Groupe a poursuivi ses travaux, en s'appuyant sur ceux qui avaient déjà été effectués, dans le cadre du mandat énoncé dans l'Agenda de Tunis. Il a identifié des domaines où des améliorations étaient nécessaires et est convenu des grandes orientations et d'une structure lui permettant d'élaborer des recommandations précises et pertinentes sur les améliorations à apporter au Forum. Comme il le lui a été demandé, ces recommandations figurent dans le présent rapport.

* A/67/50.

** E/2012/1.

Introduction

1. Le 19 juillet 2010, le Conseil économique et social a adopté par consensus la résolution 2010/2 sur le «Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information». Par cette résolution, le Conseil économique et social «invit[ait] le Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement à mettre en place, de manière transparente et sans exclusive, un groupe de travail ayant pour mission de chercher, de collecter et d'examiner les contributions de tous les États Membres et de toutes les autres parties prenantes sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, dans le cadre du mandat énoncé dans l'Agenda de Tunis, et de présenter à la Commission à sa quatorzième session, en 2011, les recommandations qu'il jugera[it] utiles, le rapport constituant une contribution de la Commission aux travaux de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, si toutefois le mandat du Forum sur la gouvernance d'Internet devait être prorogé».

2. À sa soixante-cinquième session, l'Assemblée générale a décidé de proroger le mandat du Forum sur la gouvernance d'Internet¹, tout en soulignant la nécessité de lui apporter des améliorations «en vue de le rattacher aux échanges de vues plus généraux sur la gouvernance mondiale d'Internet», et d'accorder une attention particulière «notamment au renforcement de la participation des pays en développement, à la recherche de nouvelles formules de participation volontaire au financement du Forum et à l'amélioration des modalités de déroulement des préparatifs ainsi que du fonctionnement du secrétariat du Forum».

3. Le Groupe de travail était composé de 21 États Membres, dont les 5 États Membres qui avaient accueilli les réunions du Forum et les 2 qui avaient accueilli le Sommet mondial sur la société de l'information. Étaient également invités à prendre une part active aux travaux du Groupe 5 représentants du secteur économique, 5 représentants de la société civile, 5 représentants de la communauté technique et universitaire et 5 représentants d'organisations intergouvernementales². Le Groupe de travail a ensuite décidé d'inviter un représentant³ de M. Fortunato de la Peña, Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement, à participer à ses réunions et de recevoir parmi ses membres le Kenya qui a accueilli une réunion du Forum⁴. La liste complète des membres et des participants figure en annexe au présent rapport.

4. À l'issue de plusieurs consultations en ligne, ouvertes et directes, organisées avant que le Groupe de travail ne soit constitué⁵, les travaux ont été réalisés en deux étapes. La

¹ Résolution 65/141 de l'Assemblée générale. Les technologies de l'information et de la communication au service du développement. 20 décembre 2010.

² Pour de plus amples informations, voir le rapport de la réunion du Groupe sur la suite donnée au Sommet mondial sur la société de l'information – Groupe de travail sur le Forum sur la gouvernance d'Internet à l'adresse: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs/cstd2010d19_report-wsis_en.pdf.

³ M^{me} Elizabeth Té, Première Secrétaire, Mission permanente des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁴ La sixième réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet a eu lieu à Nairobi (Kenya) du 27 au 30 septembre 2011.

⁵ La première séance de consultations ouvertes a eu lieu à l'occasion de la cinquième réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet, tenue à Vilnius (Lituanie), le 16 septembre 2010; voir le résumé des consultations à l'adresse: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs/cstd2010d01_en.pdf. En novembre 2010, un questionnaire a été mis en ligne, et 23 réponses ont été reçues. Ces réponses ont été examinées lors d'une deuxième réunion ouverte, tenue à Genève (Suisse) le 24 novembre 2010; elles peuvent être consultées à l'adresse: http://www.unctad.info/upload/CSTD-IGF/Documents/IGF_summary.pdf.

première étape a été marquée par deux réunions organisées les 25 et 26 février 2011 à Montreux (Suisse)⁶ et les 24 et 25 mars 2011 à Genève (Suisse)⁷, sous la présidence de M. Frédéric Riehl. Pendant ces deux réunions, le Groupe a cherché, collecté et examiné, de manière transparente et sans exclusive, les contributions des États Membres et des autres parties prenantes sur les améliorations à apporter au Forum, dans le cadre du mandat énoncé dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information.

5. Le Conseil économique et social, à sa session de fond de 2011, et l'Assemblée générale, à sa soixante-sixième session, ont examiné le rapport établi par M. Riehl concernant les résultats des travaux du Groupe qui n'a pas eu suffisamment de temps pour s'acquitter de sa tâche, compte tenu, en particulier, du caractère sensible et complexe du sujet et des fortes divergences de vues parmi ses membres. En conséquence, dans sa résolution 2011/16 sur le «Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information», le Conseil économique et social a accepté de proroger le mandat du Groupe de travail jusqu'à la quinzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement afin de permettre au Groupe d'achever ses travaux et, le cas échéant, de présenter des recommandations sur les améliorations à apporter au Forum qui seraient transmises par la Commission à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

6. Trois autres réunions (31 octobre-2 novembre 2011; 11-13 janvier 2012; et 20-22 février 2012)⁸, qui ont eu lieu à Genève sous la présidence de M. Peter Major, ont permis au Groupe de travailler de manière transparente et ouverte à une seconde étape dont l'objectif principal était d'achever les travaux, en particulier d'élaborer des recommandations relatives aux améliorations à apporter au Forum.

7. Le Groupe de travail a décidé de s'appuyer sur ses deux premières réunions, en tenant dûment compte du «Document interne du Président concernant l'élaboration de recommandations concrètes du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet», et de faire fond sur le «Projet de résumé des réponses/recommandations concernant le questionnaire sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet établi par le Président» pour élaborer ses recommandations⁹.

8. Il importe de noter que si le Groupe de travail avait pour mission essentielle d'examiner le fonctionnement du Forum pour en évaluer l'efficacité et déterminer quelles améliorations il fallait lui apporter pour qu'il soit en mesure de remplir son mandat tel qu'énoncé dans l'Agenda de Tunis, ses membres ont salué le travail important effectué par le secrétariat du Forum qui, malgré des ressources limitées, est parvenu, chaque année, à assurer le succès des réunions qui se sont tenues dans six pays différents.

⁶ Voir le résumé du Président sur la première réunion du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet à l'adresse: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs/UN_WGIGF2011d04_en.pdf.

⁷ Voir le résumé du Président sur la deuxième réunion du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet à l'adresse: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs/UN_WGIGF2011d07_summary_en.pdf.

⁸ Voir le résumé du Président concernant les troisième, quatrième et cinquième réunions du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet à l'adresse suivante: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs/UN_WGIGF2011d07_summary_en.pdf.

⁹ Pour la troisième réunion du Groupe de travail (31 octobre-2 novembre 2011), le Président a classé les recommandations figurant dans les réponses reçues au questionnaire sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet. Le document peut être consulté à l'adresse: <http://www.unctad.info/upload/CSTD-IGF/Contributions/M1/CompilationWGIGF.pdf>.

9. Le Groupe de travail a réaffirmé le mandat du Forum, tel qu'il est énoncé aux paragraphes 72 à 80 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information.

10. Sur cette base, le Groupe de travail a décidé de faire les recommandations ci-après concernant des sujets spécifiques, à savoir la mise en forme des résultats des réunions du Forum, les modalités de fonctionnement du Forum, notamment les consultations ouvertes, du Groupe consultatif multipartite et du secrétariat, le financement du Forum, l'augmentation de la participation et le renforcement des capacités et le rattachement du Forum à d'autres entités liées à la gouvernance d'Internet, comme suit:

I. Mettre en forme les résultats des réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet

11. Tout en conservant au Forum son caractère non contraignant et non décisionnel et en veillant à ce qu'il ne fasse pas double emploi, il importe d'améliorer la qualité et la forme des résultats auxquels il aboutit afin qu'il exerce une plus forte influence sur la gouvernance mondiale d'Internet et sur les politiques générales dans ce domaine. Pour ce faire, il est nécessaire que ses résultats rendent compte fidèlement de toute la diversité des opinions exprimées par l'ensemble des parties prenantes sur des questions essentielles de politique générale. En outre, des résultats plus concrets et plus visibles conjugués à des outils et à une stratégie de communication plus performants lui donneraient aussi plus de poids.

Le Groupe de travail fait les recommandations ci-après:

1. Produire des résultats plus concrets

12. Pour canaliser le débat, un ensemble de questions de politique générale devrait être élaboré avant chaque réunion du Forum en vue d'y être examiné. Les résultats de ce débat, centré plus particulièrement sur les politiques publiques et le renforcement des capacités, devraient figurer dans les documents finals.

13. Les documents finals devraient rendre compte des opinions convergentes et divergentes qui ont été exprimées sur les différentes questions abordées.

14. Le Forum devrait conserver son système de compte rendu actuel et continuer d'améliorer ses rapports, notamment le rapport du Président, les comptes rendus intégraux des sessions et des débats, ainsi que les rapports d'atelier.

2. Améliorer la visibilité du Forum

15. Il faudrait améliorer la visibilité et la publicité des résultats du Forum en renforçant les outils et la stratégie de communication de sorte que tous les documents utiles soient diffusés auprès des parties prenantes intéressées et des médias.

II. Modalités de travail, y compris les consultations ouvertes, le Groupe consultatif multipartite et le secrétariat

16. Tout en demeurant centré sur des thèmes et des questions de politique générale précis, le Forum doit conserver sa structure générale, à savoir les sessions, les ateliers, les tables rondes et l'examen des questions de politique générale. Toutefois, ses modalités de travail, y compris les consultations ouvertes, le Groupe consultatif multipartite et le secrétariat, pourraient être améliorées de manière que le dialogue multipartite du Forum ait un réel impact.

Le Groupe de travail fait les recommandations ci-après:

1. Améliorer le processus préparatoire du Forum

17. Le secrétariat du Forum et le Groupe consultatif multipartite devraient multiplier les contacts avec toutes les parties intéressées et continuer de les inviter à participer plus activement à la préparation du Forum, notamment en sélectionnant des questions de politique générale pertinentes autour desquelles organiser les sessions. Pour favoriser le processus participatif et faciliter le choix des questions qui seront abordées, le secrétariat pourrait aussi demander que des propositions soient faites au sujet des ateliers avant la première consultation ouverte.

18. Il faudrait améliorer l'organisation de la phase préparatoire, notamment en veillant à ce qu'il soit possible de participer à distance à toutes les consultations annuelles.

19. Il est nécessaire d'établir un calendrier clair pour la phase préparatoire, en particulier en ce qui concerne toutes les consultations ouvertes et les réunions du Groupe consultatif multipartite; les dates importantes seront publiées suffisamment à l'avance pour que toutes les parties prenantes intéressées puissent se préparer correctement.

2. Améliorer la structure et les méthodes de travail du Groupe consultatif multipartite

20. *La méthode de sélection des membres du Groupe consultatif multipartite qui est proposée est la suivante:*

a) Les trois groupes de parties prenantes non gouvernementales devraient proposer des listes de candidats qui soient équilibrées, notamment sur le plan de la représentation des hommes et des femmes ainsi que des régions géographiques. Cela permettra d'assurer une grande diversité au sein du Groupe consultatif multipartite, en particulier en ce qui concerne les groupes qui y ont été sous-représentés, et de disposer d'un choix suffisamment large pour pouvoir bénéficier d'une certaine souplesse dans la sélection des membres du Groupe;

b) Les groupes de parties prenantes devraient définir et promouvoir les procédures les plus adaptées à leur culture et à leurs modes de participation et les mieux à même de garantir une gestion autonome;

c) Les listes de candidats présentées par les groupes de parties prenantes ne devraient pas être établies par un organe en particulier;

d) La sélection finale des candidats continuera d'être faite par le Secrétaire général de l'ONU.

21. *Pendant la procédure de sélection, il convient de garder à l'esprit les principes ci-après:*

a) La procédure de sélection des membres du Groupe consultatif multipartite devrait être ouverte, fiable, transparente et solidement étayée;

b) Les nouveaux membres du Groupe consultatif multipartite devraient suivre des séances d'orientation avant de participer à leur première réunion;

c) Des statistiques annuelles sur la participation physique et la participation à distance au Groupe consultatif multipartite seront établies par le secrétariat du Forum et publiées sur le site de celui-ci;

d) Il est important que le Groupe consultatif multipartite soit doté d'un mandat clair.

3. Renforcer le secrétariat

22. Le secrétariat du Forum devrait continuer de travailler dans la transparence et de faire preuve de souplesse, demeurer indépendant par rapport aux intérêts des parties prenantes quelles qu'elles soient, maintenir des relations avec tous les groupes de parties prenantes et continuer d'être responsable devant la communauté élargie du Forum. Malgré des ressources humaines et financières très limitées, le secrétariat, aidé de nombreux bénévoles, a apporté un soutien efficace aux réunions du Forum. Il devrait néanmoins être renforcé, tout en conservant la structure légère prévue dans l'Agenda de Tunis, afin d'être en mesure de répondre efficacement et à moindre coût aux demandes de plus en plus nombreuses qui lui sont adressées et de soutenir l'élargissement des relations, notamment avec les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA).

III. Financer le Forum

23. Actuellement, le Forum dépend des contributions volontaires, en particulier des contributions des pays hôtes et autres contributions en nature. Tout en conservant le modèle de financement en vigueur, il est important d'augmenter les contributions volontaires pour assurer la fiabilité et la stabilité à long terme du financement des activités du Forum. Il est utile d'examiner d'autres moyens d'attirer les contributions volontaires, en particulier pour faciliter la participation de pays en développement, notamment des PMA. Un financement volontaire, stable et prévisible devrait aussi couvrir les frais de gestion et les dépenses techniques de la participation à distance. Le secrétariat et le pays hôte devraient travailler ensemble pour veiller à ce que les ressources techniques et humaines – notamment la présence d'un modérateur – soient suffisantes. La stabilité et la fiabilité ainsi que l'augmentation des contributions volontaires sont étroitement liées à la mise en œuvre des autres recommandations du Groupe de travail.

Le Groupe de travail fait les recommandations ci-après:

1. Encourager l'augmentation des contributions financières volontaires

24. Le modèle de financement actuel devrait être maintenu. Toutefois, des ressources financières supplémentaires sont nécessaires pour que le secrétariat du Forum puisse continuer de remplir ses fonctions et pour que la participation de parties prenantes des pays en développement, en particulier des PMA, puisse être soutenue et élargie. Tous les donateurs potentiels sont encouragés à apporter des contributions et, dans toute la mesure possible, des contributions pluriannuelles.

25. Le Groupe consultatif multipartite est chargé de préparer les réunions du Forum, et ses membres ne peuvent s'acquitter de cette tâche que s'ils sont présents aux réunions. Des efforts devraient être déployés pour financer ceux des membres qui ne sont pas en mesure de se financer eux-mêmes.

26. Une façon de mobiliser des fonds supplémentaires serait de créer un mécanisme permettant de solliciter, d'accepter et de consolider les contributions, y compris les contributions modestes, afin de les affecter à l'élargissement de la participation des pays en développement, notamment des PMA, au Forum. Il faudrait examiner la possibilité de créer une petite entité sans but lucratif à cette fin.

27. Des remerciements sont adressés à tous les donateurs pour la générosité dont ils ont fait preuve. Ils sont encouragés à poursuivre leurs dons et, si possible, à les augmenter, à aider à élargir la base des donateurs et à identifier de nouveaux mécanismes de financement volontaire fiable. À cet égard, il faudrait examiner comment resserrer les liens avec les parties prenantes dans les domaines pertinents, et encourager les initiatives dans ce sens.

28. Il serait utile de préparer du matériel de promotion et d'information, y compris une lettre du secrétariat invitant des donateurs potentiels à rejoindre les rangs des donateurs existants.

29. À travers le site Web du Forum et à travers d'autres dispositifs appropriés, le secrétariat pourrait publier des informations expliquant la procédure de mobilisation de fonds et la manière de faire des contributions, et présentant aussi le Forum et les activités qui seront financées par les contributions.

30. La mobilisation de fonds en faveur du Forum devrait s'accompagner de campagnes actives auprès des donateurs potentiels; le Conseiller spécial sur la gouvernance d'Internet auprès du Secrétaire général et le Coordonateur exécutif du secrétariat du Forum peuvent fournir l'appui nécessaire à cette fin.

2. Renforcer la responsabilité et la transparence

31. Des rapports financiers annuels, donnant le détail des postes budgétaires, des recettes et des dépenses devraient être présentés à la communauté du Forum sur la gouvernance d'Internet à travers le site Web, dans le respect des règles et règlements de l'ONU.

32. Le secrétariat du Forum devrait fournir un rapport à jour sur les finances du Forum pendant les consultations ouvertes aux fins d'observations que le Groupe consultatif multipartite pourrait intégrer dans son rapport d'activité.

33. Il faudrait fournir aux donateurs, chaque année et à la fin de chaque cycle de projets, un rapport sur la mise en œuvre des projets et sur l'utilisation des fonds.

3. Reconnaître l'aide du pays d'accueil et l'aide en nature apportée par d'autres pays et organisations ainsi que par l'ONU

34. Le Forum devrait reconnaître les contributions importantes apportées par les pays hôtes qui accueillent ses réunions; cette aide suppose en effet un effort financier et matériel substantiel – services fournis aux participants utilisant les centres distants, services audiovisuels et TIC, selon les accords conclus avec le pays hôte. Cette reconnaissance devrait être discutée avec chaque pays hôte.

35. Le Forum devrait aussi reconnaître les contributions volontaires en nature qui sont faites en matière de planification et d'organisation par d'autres pays et organisations et par l'ONU – appui en vue de la participation, accueil des centres distants et services relatifs à la participation à distance, services audiovisuels et TIC.

IV. Étendre la participation et le renforcement des capacités

36. Bien que la participation au Forum ait progressé, elle devrait être encore élargie, tant pendant la réunion annuelle que pendant sa préparation, en de qui concerne en particulier les pays en développement, notamment les PMA, et les personnes handicapées ainsi que d'autres groupes sous-représentés. Cet élargissement donne davantage d'ouverture au Forum et favorise le dialogue multipartite et le renforcement des capacités. C'est pourquoi il faudrait s'attaquer à ce qui fait obstacle à une plus large participation. Il est important de reconnaître que la téléparticipation est aujourd'hui une partie intégrante du Forum sur la gouvernance d'Internet et que des ressources suffisantes devraient être mises à disposition pour la développer.

Le Groupe de travail fait les recommandations ci-après:

1. Étendre et diversifier la participation

37. L'aide en faveur de la participation de tous les groupes de parties prenantes des pays en développement, en particulier des PMA, au Forum et à sa préparation devrait être encore renforcée.

38. Il faudrait que l'ordre du jour fasse une plus large place à la contribution que la gouvernance d'Internet peut apporter au développement afin que le Forum intéresse davantage les participants des pays en développement, en particulier des PMA, qui seraient plus incités à y prendre part.

39. Le choix des ateliers est important, et ceux-ci devraient être plus pertinents et plus ouverts.

40. Il est nécessaire d'augmenter l'aide financière en faveur des parties prenantes qui, faute de ressources, ne participent pas au Forum. Dans la mesure du possible, il faudrait accroître le financement spécial et les autres moyens de soutien pour les participants des pays en développement, en particulier des PMA. Il est aussi important d'encourager les programmes de bourses soutenus par les organisations participantes.

41. Il faudrait encourager les mécanismes qui visent à élargir la participation; ces initiatives devraient être permanentes et menées de façon transparente, et faire l'objet de rapports réguliers du secrétariat du Forum sur les progrès réalisés et les obstacles rencontrés.

2. Favoriser les mesures en vue d'une participation plus large

42. La téléparticipation fait partie intégrante du Forum. Si elle s'est améliorée, en particulier grâce aux modérateurs et aux centres distants, il est encore possible de progresser dans les domaines suivants:

a) Le secrétariat devrait continuer de veiller à ce que les ressources techniques et humaines appropriées soient mises à disposition;

b) Les présidents et les modérateurs devraient donner aux participants à distance et aux participants sur place la même importance et la même possibilité de participer;

c) Les connections à faible bande devraient être adaptées aux outils de téléparticipation;

d) Il faudrait favoriser la diversité linguistique en veillant à ce que les réunions en ligne bénéficient des services d'interprétation sur place;

e) Les outils qui facilitent la participation à distance, tels que le sous-titrage direct, devraient continuer de faire partie intégrante du Forum. Ces outils sont précieux non seulement pour les participants à distance, mais aussi pour les personnes non anglophones et pour les personnes handicapées, qu'elles soient sur place ou non.

43. Il est important de garantir l'accessibilité des lieux où se déroule le Forum aux personnes handicapées.

44. Pour que les groupes linguistiques et culturels soient plus nombreux à participer au Forum, il est important d'élargir le nombre de langues utilisées. On pourrait, par exemple, (sous réserve des ressources nécessaires):

a) Augmenter le nombre de documents clefs traduits dans les langues officielles de l'ONU;

- b) Étudier la possibilité d'utiliser des outils informatiques pour la traduction simultanée du sous-titrage direct en langue anglaise;
- c) Encourager l'utilisation de toutes les langues officielles de l'ONU, non seulement de l'anglais, comme langue de travail dans certains ateliers.

3. Améliorer la visibilité et l'accessibilité en ligne du Forum

45. Un premier pas dans cette direction serait d'améliorer le site Web du Forum en le dotant de fonctions interactives et en le rendant plus attrayant et plus ouvert. Il devrait aussi rester conforme aux normes ouvertes et devenir encore plus accessible aux personnes handicapées.

46. Il est important de continuer d'encourager les pays hôtes à afficher sur leur site Web, dans les meilleurs délais, toutes les informations pratiques (concernant, par exemple, les hébergements à prix modéré, les transports entre les aéroports et les hôtels, les navettes entre les hôtels et les lieux de réunion).

4. Améliorer la compréhension que toutes les parties prenantes ont du Forum et des questions liées à la gouvernance d'Internet

47. Il faudrait renforcer le rôle du Forum en tant que «guichet unique» permettant de mieux connaître et de mieux comprendre l'action du Forum lui-même mais aussi les questions liées à la gouvernance d'Internet. On pourrait, par exemple, concevoir les manifestations organisées avant et pendant le Forum d'une manière qui contribue au renforcement des capacités en matière de gouvernance d'Internet.

48. Tous les organes qui s'intéressent à la gouvernance d'Internet devraient être invités à participer, d'une manière coordonnée et coopérative, au «guichet unique» du Forum qui participe au renforcement des capacités dans ce domaine.

49. L'orientation des nouveaux venus est importante pour faciliter leur participation au Forum et pour créer un environnement où cette participation leur profite au maximum et profite également aux autres participants. Les mécanismes existants pour orienter les nouveaux venus devraient être maintenus et renforcés. On pourrait encourager les initiatives prises par les parties prenantes pour établir une documentation liée au Forum, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques, accessibles à travers le site du Forum. La création d'un observatoire sur la gouvernance d'Internet est également encouragée.

50. Comme il faut renforcer la participation de toutes les parties prenantes, en particulier des représentants de gouvernements et des parlementaires pour développer les échanges pendant le Forum, une stratégie d'envergure pourrait être élaborée à cette fin – par exemple, à travers l'organisation d'une séance spéciale pendant le Forum à leur intention.

V. Rattacher le Forum à d'autres entités liées à la gouvernance d'Internet

51. Il est important pour le Forum de poursuivre et d'améliorer ses échanges et sa communication avec d'autres entités liées à la gouvernance d'Internet afin d'approfondir le dialogue mondial sur les politiques générales. Cet objectif peut être rempli en élaborant une stratégie de communication et d'information claire.

Le Groupe de travail fait les recommandations ci-après:

1. Veiller à la pertinence et à l'ouverture des réunions annuelles du Forum

52. Le Forum est encouragé à continuer et à étendre ses échanges et sa communication avec les entités liées à la gouvernance d'Internet afin d'approfondir le dialogue mondial sur les politiques publiques.

53. Le secrétariat du Forum et le Groupe consultatif multipartite devraient continuer d'améliorer l'échange d'informations concernant les questions de politique générale retenues pour chacune des réunions annuelles du Forum et la documentation qui en résulte, avec les entités liées à la gouvernance d'Internet intéressées.

54. Le secrétariat du Forum et le Groupe consultatif multipartite devraient également renforcer l'échange d'informations avec les entités liées à la gouvernance d'Internet sur la manière dont elles peuvent contribuer et participer au Forum.

2. Favoriser une communication renforcée

55. La communication entre le Forum et les entités liées à la gouvernance d'internet devrait être améliorée. Par exemple, il est important de resserrer les liens entre le Forum et la Commission de la science et de la technique au service du développement, en demandant de pouvoir présenter les activités du Forum pendant les sessions de la Commission.

3. Donner au Groupe consultatif multipartite et au secrétariat du Forum les moyens de multiplier les contacts

56. Il est important d'encourager la communication et les échanges entre les initiatives nationales et régionales rattachées au Forum et le Forum lui-même et de promouvoir les relations avec ces initiatives. Pour ce faire, il faudrait que le secrétariat du Forum entretienne des contacts réguliers avec elles. Par ailleurs, le Groupe consultatif multipartite devrait veiller à ce que les initiatives nationales et régionales rattachées au Forum aient la possibilité de lui apporter des contributions.

Annexe

List of participants at the third, fourth and fifth meetings of the Working Group on Improvements to the Internet Governance Forum

Geneva, Switzerland

31 October–2 November 2011

11–13 January 2012

20–22 February 2012

Member States

Brazil

Mr. Rômulo **Neves**, Head of Division for the Information Society, Ministry of External Relations

Mr. Leandro **Silva**, Secretary, Permanent Mission of Brazil to the World Trade Organization (WTO) and other economic organizations in Geneva

Mr. Thiago **Carneiro**, Second Secretary, Permanent Mission of Brazil to WTO and other economic organizations in Geneva

Costa Rica

Ms. Sylvia **Poll**, Ambassador, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations

Ms. Roxana **Tinoco**, Counsellor, Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations

Egypt

Ms. Nermin **El Saadany**, Director of International Relations Division, Ministry of Communications and Information Technology

Ms. Christine **Arida**, Director of Telecom Planning, Ministry of Communications and Information Technology

Mr. Yasser **Hassan**, Counsellor, Permanent Mission of Egypt to the United Nations in Geneva

El Salvador

Mr. Félix **Ulloa**, Minister Counsellor, Permanent Mission of El Salvador to the United Nations in Geneva

Finland

Ms. Mervi **Kultamaa**, Counsellor, Information Society and Trade Facilitation, Department for External Economic Relations, Ministry for Foreign Affairs of Finland

Mr. Matti **Nissinen**, First Secretary, Permanent Mission of Finland to the United Nations in Geneva

Ghana

Mr. Anthony Kwasi **Nyame-Baafi**, Minister (Trade), Permanent Mission of Ghana to the United Nations in Geneva

Greece

Mr. George **Papadatos**, Minister Counsellor, Permanent Mission of Greece to the United Nations in Geneva

Hungary

Mr. Andras **Dékany**, Ambassador, Permanent Mission of Hungary to the United Nations in Geneva

Mr. Peter **Lengyel**, Head of Unit, Ministry of National Development

Mr. Balazs **Ratakai**, First Secretary, Permanent Mission of Hungary to the United Nations in Geneva

Mr. István **Erényi**, Senior Counsellor, Ministry of National Development, State Secretariat of Infocommunications and Media

Mr. David **Pusztai**, Third Secretary, Permanent Mission of Hungary to the United Nations in Geneva

Mr. Peter **Major**, Special Advisor, Permanent Mission of Hungary to the United Nations in Geneva

India

Ms. Tulika **Pandey**, Director, Department of Information Technology, Ministry of Communications and Information Technology

Ms. Nabanita **Chakrabarti**, Second Secretary, Permanent Mission of India

Iran (Islamic Republic of)

Mr. Abbas **Bagherpour Ardekani**, Ambassador, Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations in Geneva

Mr. Alireza **Tootoonchian**, Counsellor, Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations in Geneva

Mr. Mohsen **Esperi**, Counsellor, Ministry of Foreign Affairs

Kenya

Mr. Anthony **Andanje**, Ambassador/Deputy Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Kenya to the United Nations in Geneva

Lesotho

Ms. Mpho **Masupha**, Intern, Permanent Mission of Lesotho to the United Nations in Geneva

Lithuania

Mr. Arturas **Gailiunas**, Minister Counsellor, Permanent Mission of the Republic of Lithuania to the United Nations in Geneva

Pakistan

Mr. Ahsan **Nabeel**, Third Secretary, Permanent Mission of Pakistan to the United Nations in Geneva

Portugal

Mr. Luis **Magalhães**, Professor, Technical University of Lisbon, President of the Knowledge Society Agency (UMIC) until 3 January 2012, Ministry of Education and Science

Ms. Ana Cristina **Amoroso das Neves**, Head of International Affairs, Knowledge Society Agency (UMIC), Ministry of Education and Science

Russian Federation

Mr. Alexander **Kushtuev**, OJCS Rostelecom Representative
 Mr. Vladimir **Minkin**, Deputy Director-General, Radio Research and Development Institute (NIIR)
 Mr. Alexander **Petrov**, Counsellor, Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations in Geneva

Slovakia

Mr. Igor **Kucer**, Counsellor, Permanent Mission of Slovakia to the United Nations Office and other international organizations in Geneva

South Africa

Ms. Tshumbudzo **Ravhandalala**, First Secretary, Permanent Mission of South Africa to the United Nations in Geneva
 Mr. Mandixole **Matroos**, Second Secretary, Permanent Mission of South Africa to the United Nations in Geneva

Sri Lanka

Mr. Vijaya **Kumar**, Chair, Industrial Technology Institute, Colombo
 Ms. Lakmini Peiris **Mendis**, First Secretary, Permanent Mission of Sri Lanka to the United Nations in Geneva

Switzerland

Mr. Thomas **Schneider**, Departmental Head, International Affairs, Swiss Federal Office of Communications, Bienne
 Mr. Dirk-Oliver **von der Emden**, Legal Adviser, Swiss Federal Office of Communications, Bienne
 Mr. Giacomo **Mazzone**, Media Expert, Swiss Federal Office of Communications, Bienne

Tunisia

Mr. Moez **Chakchouk**, Chief Executive Officer, Tunisian Internet Agency

United States of America

Mr. Craig **Reilly**, First Secretary, Permanent Mission of the United States to the United Nations in Geneva

Invited participants**Business community:**

Ms. Marilyn **Cade**, Chief Executive Officer, MCADE LLC
 Mr. Patrik **Fältström**, Manager, Research and Development, Netnod, Sweden (until 14 January 2012: Distinguished Consulting Engineer, Cisco Systems, Sweden)
 Mr. Jimson **Olufuye**, Vice-Chair, WITSA (Sub-Saharan Africa), Nigeria
 Mr. Christoph **Steck**, Public Policy Director, Telefónica S.A.
 Ms. Theresa **Swinehart**, Executive Director, Global Internet Policy, Verizon

Civil society:

Mr. Izumi **Aizu**, Senior Research Fellow and Professor, Institute for InfoSocinomics, Kumon Centre, Tama University
 Ms. Anriette **Esterhuysen**, Executive Director, Association for Progressive Communications

Mr. Wolfgang **Kleinwächter**, Professor, Department for Media and Information Sciences,
University of Aarhus
Ms. Marília **Maciel**, Project Leader and Researcher, Centre for Technology and Society,
Fundação Getúlio Vargas
Mr. Parminderjeet **Singh**, Executive Director, IT for Change

Technical and academic community:

Ms. Constance **Bommelaer**, Director, Public Policy, Internet Society
Ms. Samantha **Dickinson**, Internet Governance Consultant
Mr. Baher **Esmat**, Manager, Regional Relations (Middle East), Internet Corporation for
Assigned Names and Numbers, Cairo, Egypt
Ms. Nurani **Nimpuno**, Head of Outreach and Communication, Netnod (Autonomica)
Mr. Oscar **Robles-Garay**, General Director, NIC Mexico; Board of Directors, LACNIC
(regional IP registry for the Latin American and Caribbean region)

Intergovernmental organizations:

International Telecommunication Union

Mr. Preetam **Maloor**, Corporate Strategy Division
Mr. Jaroslaw **Ponder**, Corporate Strategy Division
Ms. Regina **Valiunia**, Corporate Strategy Division
Ms. Jesunglee **Kim**, Policy and Legal Analyst
Mr. Jean-Blaise **Trivelli**, Intern

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (remote participation)

Mr. Cédric **Wacholz**, Programme Specialist, Knowledge Societies Division,
Communication and Information Sector
Mr. Andrea **Beccalli**, Associate Expert, Knowledge Societies Division, Communication and
Information Sector
Ms. Michol **Lucchi**, Intern, Geneva Liaison Office

World Intellectual Property Organization

Mr. Joe **Bradley**, Head, Intergovernmental Organizations and Partnerships Section,
Department of External Relations
Ms. Marisol **Iglesias Vega**, Programme Officer, Department of External Relations
Mr. Victor **Owade**, Consultant, Intergovernmental Organizations and Partnerships Section,
Department of External Relations

Others

Internet Society

Mr. Markus **Kummer**, Vice-President, Public Policy

Representative of the Chair of the CSTD, Mr. Fortunato de la Peña

Ms. Elizabeth **Té**, First Secretary, Permanent Mission of the Philippines to the United
Nations

IGF Secretariat

Mr. Chengetai **Masango**, Programme and Technology Manager
Ms. Farzaneh **Badei**, Consultant